



Aménagements raisonnables

Quelles conséquences pour les équipes éducatives?



Bases légales

- Décret de la Région wallonne du 6/04/1995
- Décret « missions prioritaires » du 24/07/1997
- Arrêté du 25/02/2000 du Collège de la Commission communautaire française
- Arrêté du Gouvernement wallon du 19/09/2002 (aide à l'intégration)
- Décret du 3/03/2004 organisant l'enseignement spécialisé
- Protocole relatif au concept d'aménagement raisonnable du 19/07/2007
- Décret du 12/12/2008 (formes de discriminations en matière d'enseignement)
- Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (ratifiée par la Belgique en 2009)

Aménagements en milieu scolaire

- Matériels
- Immatériels
- Organisationnels
- Pédagogiques



« les difficultés »

La notion de handicap:

Plutôt que de définir le handicap de manière stigmatisante et réductrice, on parlera de **situations handicapantes** empêchant l'élève d'accéder à des apprentissages ou à des tâches.



Les troubles de l'apprentissage sont considérés comme des situations handicapantes et nécessitent également des aménagements raisonnables.



Aménagements raisonnables...

Tels que définis dans les textes:

« Mesures concrètes réduisant autant que possible, les effets négatifs d'un environnement inadapté sur la participation d'une personne à la vie en société. »



Par extension:



Dans une école, ces mesures permettront à des élèves en situation de handicap d'accéder aux locaux et de bénéficier des cours, des activités et des apprentissages pour pouvoir progresser sur un pied d'égalité avec leurs pairs.

Objectifs:



- Rencontrer et répondre à des **besoins spécifiques**
- Permettre à l'élève de participer aux **mêmes activités** que ses pairs
- Viser à l'acquisition d'un **maximum d'autonomie et de compétences...**
- ...dans le **respect** de la **sécurité** et de la **dignité**

Aménagements...adaptations...

Les objectifs pédagogiques fixés pour ces élèves pourront différer de ceux fixés aux autres élèves, si cela s'avère nécessaire et bénéfique pour leur évolution.

L'adaptation des évaluations proposées pourra se faire en fonction des objectifs ciblés, des possibilités et des capacités de l'élève.

La difficulté pour l'élève de ne pas pouvoir atteindre un niveau d'étude prédéfini (5^{ème} année par exemple) ne peut constituer une motivation de refus d'aménagement.

Critères objectivables

- **Le coût**: un aménagement dont le coût est disproportionné peut être considéré comme déraisonnable.

Si ce coût est financé par un service d'aide publique, alors il est considéré comme raisonnable.

- **L'impact sur l'organisation:** l'aménagement ne peut occasionner une désorganisation disproportionnée des classes ou de l'école.

- **Fréquence et durée**: même si le coût de l'aménagement est élevé, l'utilisation régulière de celui-ci ainsi que son caractère durable lui confèrent un caractère raisonnable.

-
- L'impact sur l'environnement et les autres élèves: pas d'entrave à la sécurité, ni aux droits et au bien être des autres élèves.

- **L'absence ou non d'alternatives:** un aménagement est considéré comme raisonnable s'il n'y a pas d'autre alternative. Conseiller un changement d'école n'est pas une alternative raisonnable!

Une école peut-elle refuser un aménagement raisonnable?

Pas de façon catégorique et sans motivation qui corresponde aux critères définis plus hauts.

L'idéal, dans le cas d'un aménagement non réalisable, dûment motivé, sera de chercher une autre solution en accord avec tous les partenaires.

Une analyse pour chaque situation

- Chaque demande ou situation doit être envisagée de façon individuelle, par tous les acteurs.

Quels sont ces acteurs?

- L'élève
- Ses parents ou représentants légaux
- Le Pouvoir Organisateur
- La direction
- L'équipe éducative
- Le(s) CPMS
- Les professionnels qui assistent l'élève en classe
- Les professionnels de la santé qui suivent l'élève
- Tout autre intervenant susceptible d'aider à la réalisation du projet

Étapes de la mise en place d'un aménagement raisonnable

- Evaluation des besoins spécifiques (à la demande des parents ou sur l'initiative d'un des acteurs)
- Concertation
- Formalisation (protocole, dossier d'accompagnement, PIA, réunions ponctuelles si nécessaires...)
- Evaluation(s)

Le rôle essentiel de la direction

- Elle veille à l'application des lois en vigueur
- Elle connaît bien son contexte scolaire
- Elle doit jouer un rôle de facilitateur et de régulateur dans la mise en place et la gestion pérenne du « projet »
- Elle détient des informations quant aux contacts à lier, éventuellement, avec des intervenants externes et partenaires
- Elle est le contact privilégié entre l'école et les parents

Les freins...

- Méconnaissance des problématiques et des réalités liées à une situation de handicap et à ses conséquences
- Craintes quant aux changements ou modifications dans l'approche pédagogique
- Obligation de recentrer les objectifs généraux liés au niveau des études et aux certifications (mise en place inévitable d'une pédagogie différenciée, voire individualisée dans certains cas). Plus de travail...?

Conséquences pour l'équipe pédagogique

- Professionnalisation et développement de nouvelles compétences
- Travail en équipe(s), en partenariat(s)
- Ouverture vers une mixité scolaire riche et naturelle

Ces conséquences sont inévitablement positives pour les enseignants, mais peuvent aussi profiter à tous les élèves!



En conclusion:

La notion d'aménagements raisonnables va bien au-delà du caractère strictement scolaire. Il s'agit d'un véritable projet humain collectif.

L'école doit être un milieu de réalisation personnelle pour chaque individu: une école plus juste ne gommara peut-être pas toutes les inégalités, mais elle tendra vers la construction d'une société plus égalitaire et « impactera » sur ses orientations futures.

« Le plus difficile n'est pas tellement d'accepter son handicap. Non, le plus dur c'est de le faire comprendre aux autres »

